

MOZAMBIQUE

République du Mozambique

CAPITALE : Maputo

SUPERFICIE : 812 379 km²

POPULATION : 18 165 000 habitants

CHEF DE L'ÉTAT : Joaquim Alberto Chissano

CHEF DU GOUVERNEMENT : Pascoal Manuel Mocumbi

LANGUE OFFICIELLE : portugais

PEINE DE MORT : abolie

MOZAMBIQUE

Les informations faisant état de brutalités policières ont été moins nombreuses cette année, ce qui atteste d'un plus grand respect des droits humains, notamment à Maputo. Les initiatives visant à réformer le système de justice pénale et à dispenser aux policiers une formation complémentaire ont été poursuivies. Un journaliste a été arrêté après avoir rendu compte d'une mort en garde à vue ; il était considéré par Amnesty International comme un prisonnier d'opinion. Plusieurs cas de personnes maltraitées par la police ont été signalés ; en outre, il existait un grave problème de surpopulation dans les prisons. Des élections ont eu lieu au mois de décembre. Le *Frente para a Libertação de Moçambique* (*Frelimo*, Front de libération du Mozambique) était toujours au pouvoir.

Informations générales

Le Mozambique, qui est sorti en 1992 d'une longue guerre civile opposant le *Frelimo* à la *Resistência Nacional Moçambicana* (*Renamo*, Résistance nationale mozambicaine), était toujours l'un des pays les plus pauvres au monde, en dépit de la croissance économique qu'il a connu récemment. Le taux de criminalité était élevé, le nombre des infractions s'étant considérablement accru à la suite du retrait, en 1994, de l'ONU, qui avait jusqu'à surveillé le déroulement du processus de paix. Le passage à une économie de marché a creusé le fossé entre riches et pauvres, et des milliers de soldats démobilisés sont venus grossir les rangs des chômeurs, déjà très nombreux. L'accès à la terre était limité du fait de la présence des mines, et les délinquants pouvaient aisément se procurer des armes. Le président de la Cour suprême a déclaré que 75 p. cent de la population n'avait pas accès à la justice officielle, principalement en raison d'un manque de ressources.

Le projet de réforme de la Constitution qui prévoit de meilleures garanties pour la protection des droits humains a fait l'objet de débats publics. Le procureur général a annoncé que des initiatives allaient être prises pour contrôler et surveiller le travail des juges afin d'empêcher les pratiques de corruption. Au cours de l'année, des membres du système judiciaire ont discuté ensemble des propositions de réforme du Code pénal.

Au mois de décembre, lors de la campagne pour les élections à la présidence et au Parlement, et pendant la période qui a précédé l'annonce des résultats du scrutin, des heurts se sont produits entre partisans du *Frelimo* et de la *Renamo*. La police est intervenue, et de nombreuses personnes ont été blessées à la suite d'incidents souvent provoqués par le *Frelimo*. Des cas d'exactions imputées à la *Renamo* ont également été signalés. Dans certains villages, des membres de la *Renamo* auraient ainsi harcelé de simples particuliers ainsi que des fonctionnaires gouvernementaux, et ils auraient agressé des personnes qui s'employaient à donner aux gens des informations sur leurs droits civiques.

Restructuration de la police et formation complémentaire

Les efforts visant à restructurer l'administration policière et à dispenser une formation complémentaire à ses membres se sont poursuivis dans le cadre d'un projet coordonné par le Programme des Nations unies pour le développement (PNUD), avec l'appui de l'Espagne et des Pays-Bas. Des agents de la Garde civile espagnole ont contribué à former des instructeurs de police et à assurer une formation complémentaire aux policiers. Le programme comprenait des cours portant sur la déontologie policière et sur les droits humains. Il était prévu au départ que l'ensemble des forces de police – soit plus de 18 500 personnes – suive une nouvelle formation, mais en raison du manque de moyens financiers, le projet a été limité à quelque 4 500 policiers. À la fin de 1999, plus de 4 100 agents avaient suivi cette formation.

Dans les endroits où cette formation complémentaire avait été mise en place, les policiers arboraient des badges

Brutalités policières

Différents éléments attestaient d'un meilleur comportement des policiers, notamment à Maputo, où les détenus avaient plus de chance qu'auparavant d'être présentés devant un magistrat avant l'expiration du délai légal de quarante-huit heures. Si les allégations faisant état de brutalités policières ont été moins nombreuses que dans les années précédentes, de nouveaux cas ont cependant été signalés ; il faut également préciser que les informations en provenance des régions étaient moins facilement disponibles que celles concernant Maputo.

✓ En janvier, un mécanicien du nom de João Munguanbe a été abattu par la police, à Maputo, alors qu'il essayait une voiture sur laquelle il avait travaillé. Son corps a été transporté à la morgue et enregistré comme inconnu. Un policier aurait été arrêté en mars dans le cadre de cette affaire.

Prisonniers d'opinion

Le journaliste Fernando Quinova a été arrêté pour la deuxième fois après avoir rendu compte de la mort en garde à vue de Cabral Manica, un voleur présumé. En octobre 1998, il avait été arrêté à Chiure, dans la province de Cabo Delgado, et détenu pendant vingt-trois jours. Après avoir réussi à s'enfuir, il avait déposé plainte auprès des autorités responsables de la police de la province. Une nouvelle fois arrêté le 15 février 1999, à son retour à Chiure, il a été inculpé de diffamation envers la police et de « *divulcation d'informations* », ce dernier chef ne constituant pas une infraction pénale. Il a été libéré le 6 mars.

En juin, Severino Charles, le chef de la police du district qui avait, en toute illégalité, arrêté Fernando Quinova, a été condamné à trois mois d'emprisonnement. On a par ailleurs appris qu'un policier avait été inculpé d'homicide dans l'affaire Cabral Manica et qu'il attendait d'être jugé.

Conditions carcérales

Toujours aussi épouvantables, notamment en raison d'un grave problème de surpopulation carcérale, les conditions de détention s'apparentaient parfois à une forme de traitement cruel, inhumain et dégradant. Les prisons étaient vétustes, en très mauvais état, et les équipements sanitaires rudimentaires. Nourriture, couvertures, matelas, savon et médicaments manquaient ou étaient même impossibles à obtenir ; de plus, la plupart des prisons étaient obligées d'accueillir trois fois plus de prisonniers qu'elles n'en pouvaient contenir.

En outre, les centres de détention pour mineurs n'existant pas, les enfants étaient incarcérés avec les adultes, au mépris des normes internationales. En avril, six mineurs entre quatorze et seize ans ont été libérés de la prison de haute sécurité de Tete. Détenus parce qu'ils étaient soupçonnés de cambriolage, entre autres infractions, ils ont été relâchés sur ordre du procureur général, après une visite de ce dernier dans la province.

Visites d'Amnesty International

L'Organisation s'est rendue au Mozambique au mois de juillet.

Traités ratifiés ou signés en 1999

Convention des Nations unies contre la torture et autres peines ou traitements cruels, inhumains ou dégradants.